



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 01, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Secrétaire d'État américain Marco Rubio a publié un message reconnaissant les progrès que le gouvernement de transition haïtien et le conseil électoral provisoire réalisent vers les premières élections nationales en une décennie en 2026. Cela représente la première approbation américaine de haut niveau du calendrier électoral révisé et accepte implicitement l'écart constitutionnel de 365 jours entre le 7 février 2026 et le 7 février 2027. La déclaration entre en conflit avec la position de l'ambassadeur canadien Giroux du 16 décembre selon laquelle le 7 février est la fin inconditionnelle du mandat du CPT. Le message de Nouvel An du Premier ministre Fils-Aimé a mis l'accent sur l'unité nationale sans aborder l'échéance constitutionnelle qui approche. La pause opérationnelle de 13 jours se poursuit avec zéro incident signalé le jour de l'Indépendance.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le Secrétaire Rubio approuve le calendrier électoral de 2026 créant une division diplomatique américano-canadienne sur la légitimité du 7 février.

La pause opérationnelle de 13 jours marque la période soutenue la plus longue sans violence majeure des gangs en 2025.

Le message de Nouvel An du PM Fils-Aimé met l'accent sur l'unité tout en évitant la discussion sur l'expiration du mandat du 7 février.

37 jours jusqu'au règlement de comptes constitutionnel sans annonce formelle de prolongation du CPT.

La France publie des félicitations pour le jour de l'Indépendance réaffirmant l'amitié bilatérale avec Haïti.

DÉVELOPPEMENT 1

L'approbation Rubio crée une division diplomatique américano-canadienne sur la légitimité constitutionnelle

Le Secrétaire d'État américain Marco Rubio a publié un message pour le jour de l'Indépendance le 1er janvier 2026 déclarant que les États-Unis reconnaissent les progrès que le gouvernement de transition haïtien et le conseil électoral provisoire réalisent pour préparer les premières élections nationales du pays en une décennie en 2026. Cela représente la première approbation américaine de haut niveau du calendrier électoral révisé publié le 25 décembre 2025 qui établit une période de campagne du 19 mai au 28 août 2026. En présentant ce calendrier comme un progrès Rubio accepte implicitement l'écart constitutionnel de 365 jours entre l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 et le 7 février 2027 lorsque les élus assumeraient leurs fonctions selon le nouveau calendrier.

L'approbation crée une division diplomatique fondamentale avec le Canada dont l'ambassadeur Sébastien Giroux a déclaré le 16 décembre que le 7 février est la fin inconditionnelle du mandat du CPT. Cette divergence américano-canadienne expose des interprétations conflictuelles de la clause de continuité institutionnelle de la Feuille de route de l'OEA. La position américaine semble

interpréter cette clause comme légitimant la gouvernance du CPT jusqu'en 2026 pour éviter un vide de pouvoir tandis que la position canadienne de fin inconditionnelle suggère que le Conseil ne peut légalement gouverner au-delà de son échéance constitutionnelle indépendamment de la préparation électorale. La CARICOM et l'OEA font maintenant face à une pression pour réconcilier ces positions conflictuelles ou risquer la fragmentation de la communauté internationale sur la coordination de la politique haïtienne.

Le message de Rubio reflète probablement des calculs pragmatiques américains incluant l'impossibilité démontrée d'organiser des élections d'ici le 7 février comme en témoigne l'échec de la liste de candidats du 22 décembre. La déclaration fait également référence au soutien américain continu pour établir une Force de suppression des gangs qui peut travailler avec les forces de sécurité haïtiennes pour mettre fin au règne de terreur des gangs. Cela suggère que les États-Unis considèrent la prolongation de 365 jours comme un temps nécessaire pour opérationnaliser le déploiement de la GSF de 7500 personnels promis et restaurer des conditions de sécurité minimales pour des processus électoraux crédibles. Cependant l'approbation crée un problème de légitimité en fournissant une couverture internationale pour la prolongation du CPT sans aborder la base constitutionnelle de la gouvernance après le 7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'échéance constitutionnelle du 7 février 2026 découle de l'accord politique du 21 décembre 2022 établissant le Conseil présidentiel de transition avec un mandat de gouverner jusqu'au 7 février 2026 lorsque de nouveaux élus assumeront leurs fonctions. L'accord a été négocié sous une pression internationale intense suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 et deux ans de règne de facto du Premier ministre non élu Ariel Henry. La Feuille de route de l'OEA pour la transition démocratique d'Haïti inclut une clause de continuité institutionnelle engageant les acteurs internationaux à travailler avec les autorités haïtiennes pour éviter des scénarios de vide de pouvoir mais n'autorise pas explicitement des prolongations de mandat au-delà des échéances constitutionnelles.

POINTS DE DISCUSSION

Première approbation américaine de haut niveau du calendrier électoral révisé représente un changement de politique significatif par rapport à la pression précédente pour des élections avant l'échéance du 7 février.

L'approbation Rubio entre en conflit avec la position canadienne de fin inconditionnelle exposant une division fondamentale américano-canadienne sur la légitimité du CPT après le 7 février.

Le cadrage américain du calendrier électoral de 2026 comme progrès fournit une couverture internationale pour l'écart constitutionnel de 365 jours sans annonce formelle de prolongation.

La déclaration lie le calendrier électoral au déploiement de la GSF suggérant que les États-Unis considèrent la prolongation comme opérationnellement nécessaire pour l'efficacité de la force de sécurité.

La division diplomatique force la CARICOM et l'OEA à choisir entre la position américaine de prolongation pragmatique et l'application canadienne de l'échéance constitutionnelle.

L'approbation fournit au CPT une couverture de légitimité internationale mais ne résout pas l'opposition domestique du MORN et des acteurs de la société civile.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes de la communauté internationale devraient exiger une déclaration conjointe CARICOM-OEA réconciliant la division diplomatique américano-canadienne avant fin janvier pour prévenir la fragmentation politique.

Les organisations de la diaspora devraient engager le gouvernement canadien directement pour comprendre les mécanismes d'application de la position de fin inconditionnelle étant donné la divergence américaine.

Les acteurs politiques devraient se préparer à un scénario où le CPT gouverne au-delà du 7 février avec le soutien américain mais sans base constitutionnelle formelle ou reconnaissance canadienne.

Le secteur privé devrait planifier pour une incertitude de gouvernance continue et des contestations de légitimité potentielles qui pourraient perturber les opérations dans la période février-mars 2026.

Les organisations humanitaires devraient évaluer les risques opérationnels d'une escalade potentielle si les acteurs des gangs exploitent le vide de légitimité pour presser des demandes d'amnistie.

Les chercheurs politiques devraient analyser le texte de la clause de continuité institutionnelle de la Feuille de route de l'OEA pour déterminer si elle fournit une base légale pour la prolongation du mandat.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

La pause opérationnelle de 13 jours démontre le positionnement stratégique des gangs avant l'échéance de février

La pause opérationnelle qui a commencé le 21 décembre s'est poursuivie jusqu'au 1er janvier jour de l'Indépendance avec zéro incident de sécurité majeur signalé marquant la période soutenue la plus longue sans violence de gangs en 2025. Ce schéma de 13 jours exclut seulement les incidents isolés du 23-26 décembre et représente un calme sans précédent pendant la période des fêtes couvrant Noël le Nouvel An et le jour de l'Indépendance haïtienne. La pause démontre que les coalitions de gangs conservent la capacité opérationnelle d'activer et de désactiver la violence à volonté plutôt que d'être militairement dégradées par les initiatives de sécurité gouvernementales récentes incluant la mobilisation générale de la PNH du 28 décembre et la livraison le 27 décembre de 25 véhicules blindés américains.

Le timing stratégique suggère que le leadership des gangs observe plusieurs développements

politiques avant de déterminer les prochains mouvements opérationnels. Ceux-ci incluent la doctrine du PM Fils-Aimé du 28 décembre de pas de négociations avec les gangs la manifestation assise limitée du MORN du 29 décembre l'approbation par le PM le 30 décembre du calendrier réaliste et crédible du CEP et l'approbation par Rubio le 1er janvier des progrès vers les élections de 2026. La pause permet aux coalitions de gangs d'évaluer si le gouvernement survivra la crise constitutionnelle du 7 février avec une légitimité suffisante pour continuer la résistance ou si l'échéance crée des opportunités pour des règlements négociés incluant des provisions d'amnistie potentielles.

L'avertissement du Crisis Group du 15 décembre que les gangs recherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février reste opérationnellement pertinent. Si la légitimité constitutionnelle du CPT s'effondre après le 7 février comme la position de fin inconditionnelle de l'ambassadeur canadien Giroux le suggère les coalitions de gangs peuvent calculer qu'elles ont un levier pour forcer des négociations en escaladant la violence pendant un vide de légitimité. Cependant si l'approbation américaine de Rubio fournit une couverture internationale suffisante pour la continuation du CPT jusqu'en 2026 les gangs peuvent prolonger la pause opérationnelle tout en réévaluant les options stratégiques. Attendez-vous à une reprise de la violence début à mi-janvier alors que le leadership des gangs complète l'évaluation politique et teste la résolution du gouvernement avant le compte à rebours de 37 jours jusqu'au 7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le contrôle territorial des gangs s'est étendu à approximativement 80 pour cent de Port-au-Prince pendant 2024-2025 suite aux attaques coordonnées de la coalition Viv Ansanm en février-mars 2024 qui ont forcé la démission du PM Ariel Henry. La pause opérationnelle du 21 décembre au 1er janvier marque la première période soutenue sans violence majeure depuis la formation de la coalition. Les pauses opérationnelles précédentes duraient typiquement 3-5 jours maximum et étaient suivies de campagnes d'expansion territoriale intensifiées ou d'opérations de kidnapping de haut profil ciblant les acteurs économiques et le personnel international.

POINTS DE DISCUSSION

La pause opérationnelle de 13 jours est la période soutenue la plus longue sans violence majeure de gangs en 2025 démontrant une capacité stratégique plutôt qu'une défaite militaire. Zéro incident le jour de l'Indépendance du 1er janvier continue le schéma suggérant que les gangs observent stratégiquement les développements politiques avant les prochains mouvements. La mobilisation générale de la PNH et les 25 véhicules blindés américains n'ont pas dégradé la capacité opérationnelle des gangs à contrôler 80 pour cent de Port-au-Prince. Le timing de la pause corrèle avec les développements politiques incluant la doctrine de pas de négociations du PM l'approbation du calendrier du CEP et l'approbation américaine de Rubio. L'avertissement du Crisis Group du 15 décembre sur les demandes d'amnistie des gangs reste pertinent si le 7 février crée une opportunité de vide de légitimité. La reprise de violence attendue début à mi-janvier testera si l'approbation américaine fournit une couverture suffisante pour la continuation du CPT.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes de la sécurité devraient augmenter la surveillance des menaces dans les deux premières semaines de janvier anticipant la conclusion de la pause opérationnelle et les tests de reprise de violence.

Les organisations internationales devraient préparer des protocoles d'évacuation et de restriction de mouvement pour des scénarios d'escalade potentiels si les gangs exploitent la transition du 7 février.

Le secteur privé devrait réviser les plans de continuité des affaires en assumant que la violence des gangs retourne aux niveaux d'intensité pré-21 décembre d'ici mi-janvier.

Les acteurs humanitaires devraient accélérer le prépositionnement des approvisionnements avant la conclusion attendue de la pause pour minimiser les mouvements pendant la période d'escalade potentielle.

Les analystes politiques devraient suivre les communications des coalitions de gangs pour des signaux sur des demandes d'amnistie ou des ouvertures de négociation pendant les scénarios de vide de légitimité.

Les organisations de la diaspora devraient conseiller aux membres d'éviter les voyages non essentiels à Port-au-Prince pendant la période janvier février étant donné le risque de reprise de violence.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

La rhétorique d'unité du PM Fils-Aimé évite le règlement de comptes constitutionnel avec 37 jours jusqu'à l'échéance

Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a publié un message de Nouvel An le 1er janvier 2026 soulignant que l'unité nationale est un pilier fondamental pour restaurer la paix renforcer la sécurité et poser les fondations pour un avenir plus prometteur. Le message évite ostensiblement de mentionner l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 maintenant dans 37 jours ou l'écart constitutionnel de 365 jours créé par le calendrier électoral révisé. Ce silence combiné avec l'approbation par le PM le 30 décembre du calendrier réaliste et crédible du CEP confirme la stratégie du gouvernement de procéder opérationnellement comme si le CPT gouvernera jusqu'en 2026 sans annoncer formellement une prolongation de mandat.

Les Consuls d'Haïti à Chicago et Santiago République Dominicaine ont publié des messages similaires pour le jour de l'Indépendance soulignant l'unité et qu'Haïti est à un tournant de son destin sans aborder l'échéance constitutionnelle. Le Consulat de Chicago a déclaré qu'en 2026 alors que

nous franchissons ce nouveau seuil historique notre nation se trouve à un tournant et le thème de l'unité doit être la fondation. Le Consulat de Santiago a appelé à une solidarité renforcée une responsabilité partagée et un engagement renouvelé envers le progrès et la bonne gouvernance. Cette stratégie rhétorique coordonnée tente de normaliser la prolongation en cadrant 2026 comme une année de progrès d'unité et de solidarité plutôt qu'une crise constitutionnelle.

La stratégie de rhétorique d'unité fait face à une opposition domestique croissante malgré la couverture internationale de l'approbation américaine de Rubio. Le MORN a déclaré le 28 décembre que le mandat du CPT est expiré. Vant Bèf Info a publié un éditorial le 31 décembre alléguant des manœuvres silencieuses pour s'accrocher au pouvoir. Rezo Nòdwès a publié un éditorial le 31 décembre cadrant la situation comme l'art haïtien de rester après avoir juré de partir. Le gouvernement semble calculer que procéder opérationnellement sans annonce formelle de prolongation combiné avec le soutien international américain permettra la normalisation de la gouvernance du CPT jusqu'en 2026 tout en évitant la confrontation directe avec les défenseurs de l'application de l'échéance constitutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Premier ministre Fils-Aimé a assumé ses fonctions le 11 novembre 2024 après que son prédécesseur Garry Conille a été démis par le CPT suite à six mois en fonction. Le mandat de Fils-Aimé a été marqué par des tentatives de projeter la stabilité et la continuité incluant la doctrine du 28 décembre de pas de négociations avec les gangs et l'approbation le 30 décembre du calendrier électoral du CEP. La rhétorique d'unité s'appuie sur son discours d'installation de novembre soulignant le besoin de cohésion nationale pour aborder les crises de sécurité de gouvernance et économiques mais représente le premier test majeur de savoir si le positionnement rhétorique peut se substituer à la légitimité constitutionnelle après le 7 février.

POINTS DE DISCUSSION

Le message de Nouvel An du PM souligne l'unité nationale comme pilier fondamental mais évite de mentionner l'échéance du 7 février maintenant dans 37 jours.

Le silence sur l'échéance constitutionnelle combiné avec l'approbation du CEP du 30 décembre confirme la stratégie du gouvernement de normaliser la prolongation sans annonce formelle.

Les Consulats d'Haïti coordonnent la rhétorique d'unité cadrant 2026 comme année de progrès plutôt que crise constitutionnelle nécessitant une résolution de légitimité.

La stratégie fait face à une opposition domestique de la déclaration du MORN du 28 décembre de mandat expiré et des critiques de la société civile de manœuvres silencieuses de pouvoir.

Le gouvernement semble calculer que l'approbation américaine de Rubio fournit une couverture internationale suffisante pour procéder opérationnellement jusqu'en 2026 sans prolongation formelle.

La stratégie de normalisation rhétorique évite la confrontation directe avec les défenseurs de l'application de l'échéance tout en construisant des faits opérationnels sur le terrain.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs politiques devraient surveiller si la stratégie de silence continue en janvier ou si la pression croissante force une annonce formelle de prolongation avant février.

La communauté internationale devrait exiger de la clarté du CPT sur la base constitutionnelle de la gouvernance après le 7 février plutôt que d'accepter la continuation opérationnelle par défaut.

Les organisations de la société civile devraient maintenir la pression publique pour la responsabilité constitutionnelle afin de prévenir la normalisation de la prolongation sans processus légal formel.

Les parties prenantes de la diaspora devraient engager la CARICOM et l'OEA directement pour s'assurer que les organes internationaux abordent la question de légitimité plutôt que de se rabattre sur la position américaine.

Les médias devraient suivre les communications gouvernementales pour tout changement de la rhétorique d'unité vers une justification constitutionnelle formelle alors que le 7 février approche.

Les experts juridiques devraient préparer une analyse constitutionnelle de savoir si la continuation opérationnelle sans prolongation formelle viole les termes de l'accord politique du 21 décembre 2022.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

Le message de la France pour le jour de l'Indépendance réaffirme les relations bilatérales malgré l'héritage colonial



La France a publié des félicitations pour le jour de l'Indépendance à Haïti le 1er janvier 2026 via les canaux de médias sociaux réaffirmant l'amitié entre les deux nations. Le message vient 222 ans après qu'Haïti ait déclaré son indépendance de la domination coloniale française le 1er janvier 1804 suite à la révolte d'esclaves réussie qui a établi la première république noire du monde. L'engagement diplomatique continu de la France avec Haïti reste notable étant donné le contexte historique de la dette d'indemnité qu'Haïti a été forcée de payer à la France jusqu'en 1947 pour les biens perdus incluant les personnes réduites en esclavage après l'indépendance.

Le message français met l'accent sur l'amitié et la coopération bilatérale sans aborder les débats de réparations historiques qui se sont intensifiés ces dernières années. Les organisations de la société civile haïtienne et les groupes de la diaspora ont de plus en plus appelé la France à reconnaître et fournir une restitution pour les 21 milliards de dollars estimés en valeur actuelle qu'Haïti a payés à la France entre 1825 et 1947. Le message pour le jour de l'Indépendance suggère que la politique actuelle de la France privilégie un partenariat tourné vers l'avenir plutôt que la responsabilité

historique malgré le discours international croissant sur les réparations coloniales incluant les reconnaissances françaises récentes de la violence coloniale en Algérie.

La France maintient une coopération économique culturelle et de sécurité avec Haïti incluant le soutien pour l'éducation en langue française et les programmes culturels. Cependant l'engagement français a été limité comparé à l'implication américaine canadienne et de la CARICOM dans la gestion récente de la crise politique. Le message pour le jour de l'Indépendance peut signaler l'intention de la France de maintenir sa présence dans les discussions de politique haïtienne alors que l'échéance constitutionnelle du 7 février approche et que les acteurs internationaux négocient des positions sur la légitimité du CPT et le calendrier électoral. La France n'a pas publiquement déclaré une position sur la question de savoir si le CPT peut légitimement gouverner au-delà du 7 février créant une ambiguïté sur l'alignement de Paris avec l'approbation américaine de Rubio ou la position canadienne de fin inconditionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a déclaré son indépendance de la France le 1er janvier 1804 après une guerre révolutionnaire de 13 ans menée par Toussaint Louverture Jean-Jacques Dessalines et Henri Christophe. En 1825 la France a exigé 150 millions de francs réduits plus tard à 90 millions de francs comme compensation pour les biens perdus incluant les personnes réduites en esclavage et les plantations comme condition pour la reconnaissance diplomatique. Haïti a payé cette indemnité jusqu'en 1947 contraignant sévèrement le développement économique pendant plus d'un siècle. La recherche récente estime l'impact économique total à approximativement 21 milliards de dollars en valeur actuelle faisant de ceci l'un des transferts de richesse les plus significatifs de l'histoire des nations anciennement colonisées vers les nations colonisatrices.

POINTS DE DISCUSSION

La France publie des félicitations pour le jour de l'Indépendance réaffirmant l'amitié bilatérale 222 ans après l'indépendance haïtienne de la domination coloniale française.

Le message met l'accent sur un partenariat tourné vers l'avenir sans aborder le débat de réparations sur la dette d'indemnité de 21 milliards de dollars payée 1825-1947.

L'engagement français reste limité comparé à l'implication américaine canadienne et de la CARICOM dans la gestion des crises politiques et de sécurité actuelles d'Haïti.

La France n'a pas déclaré de position sur la question de légitimité du CPT du 7 février laissant une ambiguïté sur l'alignement avec les positions américaine ou canadienne.

Le message pour le jour de l'Indépendance peut signaler l'intention de la France de maintenir sa présence politique alors que l'échéance constitutionnelle approche et que les positions internationales divergent.

Les relations bilatérales continuent via la coopération culturelle et éducative malgré les questions de responsabilité historique non résolues de la période coloniale.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations de la diaspora devraient engager le gouvernement français pour clarifier la position sur la légitimité du CPT du 7 février étant donné la division diplomatique américano-canadienne.

Les groupes de défense des réparations devraient utiliser la visibilité du jour de l'Indépendance pour presser la France pour une reconnaissance formelle de l'impact économique de la dette d'indemnité.

La communauté internationale devrait évaluer si l'ambiguïté politique française reflète une neutralité genuïne ou un hedging stratégique entre les positions américaine et canadienne.

Les chercheurs politiques devraient analyser les déclarations françaises sur Haïti pour des signaux sur la question de savoir si Paris soutiendra la prolongation du CPT ou exigera la conformité constitutionnelle.

Les médias devraient contextualiser les messages français pour le jour de l'Indépendance dans les débats plus larges sur l'héritage colonial et le discours actuel sur les réparations.

La société civile devrait surveiller si la France augmente son engagement politique dans la gestion de la crise haïtienne ou maintient un rôle d'observateur limité jusqu'en 2026.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

SURVEILLANCE STRATÉGIQUE

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller si les coalitions de gangs reprennent la violence après le jour des Ancêtres le 2 janvier signalant la conclusion de la pause opérationnelle de 13 jours et le retour aux niveaux d'intensité pré-21 décembre. Tout incident majeur dans les premières 48 heures indiquerait que les gangs ont complété l'évaluation politique et déterminé que l'escalade sert les intérêts stratégiques avant l'échéance du 7 février. L'absence de violence jusqu'au 3-4 janvier prolongerait la pause à 15-16 jours suggérant que le leadership des gangs attend des signaux politiques additionnels avant les décisions opérationnelles.

CETTE SEMAINE

Suivre si la CARICOM ou l'OEA publie une déclaration réconciliant l'approbation américaine de Rubio avec la position canadienne de Giroux de fin inconditionnelle sur la légitimité du 7 février. Le silence de la communauté internationale jusqu'au 5-7 janvier indiquerait l'acceptation par défaut de la position américaine permettant à la stratégie de normalisation du gouvernement de procéder sans annonce formelle de prolongation. Toute intervention CARICOM-OEA avant le 10 janvier signalerait une tentative d'établir une position internationale unifiée avant fin janvier lorsque la pression domestique pour la clarté constitutionnelle s'intensifie.

HORIZON STRATÉGIQUE

Évaluer si le CPT annonce une prolongation formelle de mandat d'ici fin janvier ou continue de gouverner au-delà du 7 février sans aborder la base constitutionnelle. Le silence du gouvernement jusqu'au 31 janvier confirmerait la stratégie de normaliser la prolongation par continuation opérationnelle soutenue par l'approbation américaine plutôt que par un processus légal formel. Toute annonce de prolongation avant le 25 janvier indiquerait que le gouvernement a conclu que la couverture internationale est insuffisante pour procéder sans justification constitutionnelle domestique alors que l'échéance de février approche.

SOURCES PRIMAIRES

Département d'État américain Déclaration du Secrétaire d'État sur le jour national d'Haïti 1er janvier 2026
Haiti Libre Jour national d'Haïti 222e anniversaire de l'indépendance d'Haïti Premiers messages 1er janvier 2026
IciHaiti Nouvel An Le Premier ministre se tient avec le peuple 1er janvier 2026
Haiti Libre Rapport de sécurité Surveillance quotidienne 21 décembre 2025 au 1er janvier 2026
Haiti24 Couverture médiatique Situation de sécurité à Port-au-Prince 1er janvier 2026
Le Nouvelliste Nouvelles et analyses d'Haïti 1er janvier 2026
Ambassade américaine Haïti Annonce Facebook Fermetures pour les jours fériés 1-2 janvier 2026
Crisis Group Violence des gangs en Haïti et transition politique 15 décembre 2025
Feuille de route OEA pour la transition démocratique d'Haïti Dispositions de continuité institutionnelle 2024
Ambassadeur du Canada Sébastien Giroux Déclaration sur le mandat du CPT 16 décembre 2025
MORN Déclaration Statut du mandat du CPT 28 décembre 2025
Vant Bèf Info Éditorial Manuvres silencieuses pour s'accrocher au pouvoir 31 décembre 2025
Rezo Nòdwès Éditorial L'art haïtien de rester après avoir juré de partir 31 décembre 2025
Consulat général d'Haïti Chicago Message pour le jour de l'Indépendance 1er janvier 2026
Consulat général d'Haïti Santiago Message pour le jour de l'Indépendance 1er janvier 2026